L'ABEILLE.

PAR BOLLITT, MAGNE & Cie
No 81 Rue Chartres.

Journal politique, ... $12 par année
Du mardi, jeudi et samedi, ... $6 payable d'avance

POUR PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS,

HENRY CLAY,

DU KENTUCKY

Soumis à la décision d'une Convention Nationale

NOUVELLE ORLEANS

MERCREDI MATIN, 24 JUILLET 1839.

ERRATUM DANS NOTRE FEUILLE D'HIER.

A l'article Assassinat de Moore, il y a, Par démocratie, ce mot est certainement la partie du parti etc etc

KENDALIANA.

Amos Kendall vient encore de commettre une de ses inquiétes révolutaires qui lui sont familières, depuis qu'il est à la tête de l'administration des postes.

Informé dernièrement par les maîtres de postes du comté de Simpson (Mississipi) qu'il y avait deux buveaux, dans ce comté, où l'on recevait *quatre* journaux whigs et seulement un journal démocratie, ce qui pouvait nuire à leur cause Amos Kendall a immédiatement donné ses ordres souverains pour si primer les deux buveaux. Que penseront nos lecteurs de cet acte de tyrannie digne d'un satrape asiatique ? Quoi pas e que les habitans du comté Simpson préfèrent la lecture des journaux de l'opposition à la lecture de journaux du pouvoir, on les prive de moyens de communication ! C'est vraiment incroyable.

Ce n'est pas d'ailleurs le seul exemple du savansme de Blair, Rennes, Kendall & Co. On est parvenu tout récemment à arrêter la circulation d'un Mississipien dans l'état du Tennessee, et sans doute qu'on ne tardera pas à prendre la *même* mesure pour tous les journaux de l'opposition dans tous les Etats de l'Union.

Il faut savoir du reste que l'administration ne se borne pas à prohiber les journaux de l'opposition, elle envoie partout, *sans frais*, des copies du Globe et des autres feuilles du parti Tory.

Un mois à quelqu'un accusait d'exagération lorsque nous avions représenté l'administration comme tyrannique et despotique. Mais ces faits ne sont ils pas pour nous une justification éclatante ? Jamais vit-on, dans un pays libre, arrêter la circulation des journaux de l'opposition; et surtout supprimer un bureau de poste, parce qu'on y reçoit quatre journaux whigs contre un tory ?

Voici un article du *Vicksburg Whig* du 16 courant qui contient quelques remarques à ce sujet

Nous faisons un appel à la presse de tous les partis pour *Petrer* la tyrannie que vient d'exercer l'administration envers les habitans du comté de Simpson, car c'est un attentat contre la liberté de la presse et le palladium de notre constitution Républicaine et de notre indépendance nationale.

L'administration se condamne elle même en entravant ainsi la liberté de discussion, parce que celui qui ne veut que le bien public, sans arrière pensée, n'craint jamais le grand jour : le criminel seul recherche les ténèbres. Si le pouvoir ne craignait pas que le flambeau de la vérité vint éclairer ses méfaits, il ne redouterait pas tant les journaux de l'opposition.

Un vient de priver les habitans du comté de Simpson de leurs communications avec les autres parties du pays, parce qu'ils préferent la *vérité à l'erreur* ! Mais, en ce cas, on ne tardera pas à supprimer *tous les bureaux de poste* parce que le nombre des whigs est certainement *partout* supérieur à celui des Tory

" Il vaudrait mieux supprimer tout d'un coup l'administration des postes, ou plutôt supprimer la liberté de la presse, puisque le gouvernement veut astreindre le peuple à ne lire que les journaux qui chantent ses louanges.

VAN-BUREN.

Il est maintenant reconnu que la reception faite à New-York, au Président Van-Buren, n'a été qu'une affaire de parti. A son arrivée il a été complimenté par un comité du parti démocratique de l'illustration du président de ce comité *respire* cet esprit de servile adulation que nos roi disant démocrates entretiennent habituellement pour leurs maîtres. La réponse du Président n'est d'ailleurs *adressée qu'à ses démocrates* seulement, puisqu'il *rejette* *exclusivement* de l'accueil qui lui est fait.

Cette conduite est peu libérale, on pourrait même dire inconvenante, car quels que soient les principes politiques du président, il n'en est pas moins le premier magistrat de la république, comme tel il aurait du s'adresser à toutes les classes de ses concitoyens.

Mais il résulte de sa conduite, en cette circonstance, ce que son voyage est exclusivement une *tournée électorale*. On voit bien qu'il n'a en pour but que de rechauffer le zèle de ses fidèles, aussi leur promet-il une pluie de places au moyen de son plan de *subtreasury*, en leur disant il se déclare ouvertement, malgré le sentiment de répulsion que ce plan malencontreux a rencontre partout.

On ne perdra pas de vue, lorsqu'il en sera temps, cette conduite de Van-Buren et le pays tout entier, dont l'avenir est menacé par ces coupables menées, se levera pour manifester une éclatante désapprobation

MUNICIPALITES.

Le True American nous jette à la face un peu de l'écume rabiale qui déborde dans ses colonnes; et pourquoi ? parceque samedi dernier, dans un article dont les termes sont assez mesurés que la pensée, il nous a paru convenable de soumettre au public un aperçu de la situation présente des municipalités.

Peu fait au style de l'injure et de l'arrogance, dans lequel brille notre nouvel antagoniste, et professant un souverain mépris pour tout ce qui ressemble, même de loin, à une dispute en public, nous n'aurions que fort peu de chose à dire pour soutenir ce que nous avons avancé précedemment, et détruire le petit nombre d'assertions qui méritent quelque égard dans l'article auquel nous répondons.

Nous avons dit que la situation des municipalités était d'autant plus déplorable, que la cause d'amortissement générale se verrait bientôt dans la nécessité de recourir à elles pour obtenir les fonds qui lui manquent, et sans lesquels cette cause ne peut continuer ses opérations. On objecte à cela, que nous tendons à décréditer les bons de l'ancienne corporation, qui ont cours dans les marchés d'Europe. Nous répondons que notre tache n'est pas de faire ou de défaire le crédit de la ville, mais de dire la vérité, quand il importe de ne plus la déguiser au public. Si, en agissant de la sorte, le mal dont on se plaint se produit effectivement, ce ne sera pas notre faute, mais celle des faits, et ce mal ne sera que temporaire, si toutefois il arrive, parcequ'en le faisant connaitre, ce sera faire songer au remède qu'il convient d'y appliquer Tandis qu'en continuant les vœux erremens, on prolonge à indéfiniment un état de choses dont les conséquences menacent, chaque jour de devenir plus graves.

Mais, en dépit des faits sur lesquels nous nous basons, en représentant la situation de la caisse d'amortissement générale, comme devant inquiéter les conseils des municipalités.

Cette cause dont l'actif ne se compose guère que de billets à recevoir, et de l'intérêt provenant des actions qui y ont été versées, a environ cent trente mille piastres à payer tous les ans, jusqu'en 1850. ses rentrées, jusqu'en 1841, suffiront pour faire face à ses besoins annuels, mais après cela, plus rien à toucher que l'intérêt des actions, s'élevant à peu près à vingt-cinq mille piastres par an.

En outre, remarquez que la caisse générale a absorbé plus de trois cent mille piastres du capital de 900,000 provenant de la vente des terrains situés sur la façade du carre de la ville, entre l'ancienne et la nouvelle rue de la Levee, et qu'un terme de la section 1ere de la loi du 11 mars 1836, l'intérêt seul de ce capital devait être appliqué à l'extinction de la dette de l'ancienne corporation. D'où il suit que le pouvoir qui avait le droit de limiter par l'ancienne municipalité toute la seconde et la troisième, pour les obliger à restituer la partie de ce capital dont il a été disposé pour elles, est gagné, ces deux Municipalités se verront non seulement dans l'obligation de contribuer pour leur part aux paiemens annuels exigés par la cause d'amortissement générale, mais aussi de rembourser une somme de plus de $900,000

Telle est la situation de cette cause, qu'un nous accuse d'avoir présentée sous de fausses couleurs devant notre antagoniste ou de tous, lui en impose. Qu'importe, après cela, d'où nous tirons nos informations, *pourvu qu'elles soient vraies*, pourvu qu'on n'y puisse rien opposer? Nous pourrions renvoyer l'argument *ad hominem* mais nous l'avons dit nous ne voulons pas récriminer, les personnalités nous inspirent le plus profond degoût

Quand à la seconde municipalité, il a fallu une mauvaise foi par trop évidente pour interpréter comme on l'a faite ce que nous en avons dit. En rebiant notre article, on verra que nous nous sommes plu à reconnaitre que les opérations financieres de cette partie de la ville avaient été dirigées avec plus de mesure et plus de prudence que celles des deux autres; et qu'on ne s'y était point engagé dans une dette considérable sans pourvoir par une cause d'amortissement aux moyens de l'éteindre Nous avons il est vrai, parlé de l'impossibilité où serait la seconde municipalité de faire face à ses engagemens, sans le secours des bons de l'Etat, mais ce sont ceux mêmes qui nous accusent aujourd'hui d'avoir tenu ce langage qui nous l'ont suggéré ou les colonnes du *True American* (numéro du 20 juin) n'ont de bête que des fausse tés à propos du retard éprouvé par la négociation des bons de l'Etat ou notre assertion est vraie. Au reste, nous devons ajouter ici que nous faisions allusion aux besoins courants de la municipalité, et point à sa dette à longue échéance. Il est inutile d'ajouter que nous sommes loin d'avoir aucun sentiment hostile contre aucune section de la ville nos articles en font foi.

Que la ridicule retombe donc sur ceux qui veulent l'manier, mais savoir que c'est une arme à deux tranchants, qui blesse les maladroits. Nous désirons de grand cœur que les Municipalités puissent payer les dettes de la cause d'amortissement générale, s'élevant à plus de trois millions et demi, mais le public rira de cette facétieuse fanfaronnade faite avec tant d'aplomb, comme aussi de l'imperturbabilité avec laquelle notre antagoniste adjuge, sans contestation, à la Seconde Municipalité un lot qui estime $500,000, et qui est l'objet d'un procès dont le terme ne peut être prévu avant cinq ans.

Après cela, que le moyen que nous avons proposé paraisse de la *charlatanerie française* au *True American*, on veut qu'il n'y a lieu ni de s'en étonner ni d'en s'en alarmer ; nous les ferons l'honneur d'une réponse sur ce sujet quand il favorisera ses critiques dans un style plus français, c'est-à-dire plus convenable.

Nous répétons, en terminant, que nous croyons parfaitement inutile de justifier nos intentions, quand c'est le *True American* qui les incrimine : nous nous croirons que le public en jugera tout autrement

La banque *Clarion*, capt. Young, arrivée hier soir de la Havane, nous a apporté des journaux de cette ville jusqu'au 16 courant ; ils ne contiennent aucune nouvelle.

MASSACRE A BORD D'UN BATIMENT.

Nous apprenons par un batiment arrivé hier soir de la Havane, que l'équipage et les passagers blancs d'un batiment côtier, allant de la Havane à Trinidad de Cuba, ont été massacrés par les nègres qui étaient à bord, vers le 6 courant Le nombre des passagers victimes de la fureur des nègres est de vingt-six, parmi lequel se trouvait des femmes et des enfans Il paraît que les nègres ont été joués à commettre cet attentat par le cuisinier, qui n'est mis à leur tête. Un navire de guerre est immédiatement parti de la Havane à leur poursuite.

Le lougbout Porpoise arrivé hier soir des Passes, rapporte que la barque française *Lionel*, de Marseilles, échouée sur la barre, était obligée de jeter parlesmus bord une partie de sa cargaison de sel, afin de pouvoir passer.

☞ C'est par erreur que dans un avis inséré dans notre journal d'hier, sur la demande qui nous en a été faite par un de nos abonnés, nous avons appelé l'attention du commissaire du premier district sur un cheval mort qui depuis quelques jours se trouve au Picayune Tier. ce n'est point le commissaire du premier district que cela regarde, mais bien celui du second.

La société des Etats-Unis Warren est arrivée le 14 courant à Pensacola, venant d'une croisière dans le golfe du Mexique.

Il paraîtrait d'après le rapport du capitaine du Warren, que le vaisseau des Etats-Unis Erie avait été vu à l'ancre près de Tampico.

Le capitaine Dwight, du brick Emma qui est arrivé le 6 juin à Portsamouth de la Nelle-Orléans, a rencontré à 25 milles de la terre un bateau dans lequel était couché un homme blanc, qui lui a déclaré s'appeler Francis Martin, être âgé de soixante huit ans et avoir sa résidence à environ dix milles de Fort Jackson. Il paraît que Francis Martin était allé avec un canot prendre du sable à l'embouchure de la rivière, pour couvrir la sépulture de son épouse qui venait de mourir, lorsque un coup de vent l'a emporté au large avec son embarcation. Le capitaine Dwight n'a pas rencontré en mer de navire qui vint à la Nelle Orleans, et Francis Martin est aujourd'hui à Portsmouth en attendant qu'on lui accorde son passage à bord de quelque navire.

Nous traduisons de la Gazette de Pensacole, du 20 courant, l'extrait suivant qui montre l'état de la marine française en 1839.

1o —Corps de la marine royale.—Amiraux 3, un poste vacant, Vice-Amiraux 10; Contre-Amiraux 20; Capitaines de Vaisseau de 1ère. classe 30; de seconde de 100 à 150, lieutenants de vaisseau de 1e. classe 50; seconde de 360 à 450, enseignes de vaisseau 560; élèves de 1ère. classe 300.

2o.—Corps d'artillerie de marine.—1 Maréchal de camp; 3 colonels, 13 lieutenant-colonels; 42 capitaines en premier; 22 capitaines en second; 21 lieutenants en premier; 13 do en second et 15 sous-lieutenants à bord du vaisseau l'Orion, en rade de Brest, où est l'école navale. 7 professeurs et 1 examinateur sont en outre attachés à l'Orion, indépendamment des officiers du bord.

3o. Infanterie de marine 3 régiments; 5 colonels, 7 lieut. colonels; 25 chefs de bataillons et majors. 105 capitaines, 70 lieutenants; 50 sous lieutenants.

4o. Corps royal d'ingénieurs de la marine, 1 inspecteur general; 6 directeurs de construction; 12 ingénieurs de 1re classe, 12 do de seconde; 15 sous ingénieurs de 1re. classe; 12 do de seconde; 8 de troisième. Il y a en outre à l'école d'application de Lorient 6 professeurs qui appartiennent au corps d'ingénieurs de la marine.

5o. Corps d'ingénieurs hydrographiques—Ingénieurs en chef 3; ingénieurs de première classe 1, do de 2me. 4; do de 3me. 6, sous ingénieur 1. 1 poste vacant; élèves 2.

7o. Commissariat de la marine. Commissaires généraux de 1re classe 9; do de 2me. 3; commissaires de premié e classe 19; do de seconde 20; sous commissaires de 1re classe 43; do de 2me classe 39; principaux 123; commis de 1re classe 172, do de 2me. 162, commis auxiliaires spécialement à un service tel que celui des chantiers de constructions, de l'artillerie, des hopitaux etc. principaux commis 3, commis de première classe 8, do de seconde 47.

Vient ensuite l'administration des fonderies et des arsenaux qui a 50 employés, tels que directeurs, sous directeurs, gardes-magasins, commis etc.

Le service sanitaire est ainsi organisé : Inspecteur general 1, premiers médecins en chef 4; do chirurgiens de 3, premiers pharmaciens en chef 3, seconds médecins en chef 8, do chirurgiens 6; do pharmaciens 6; professeurs de médecine 3, do de chirurgie 2; chirurgiens de 1ere classe 76; pharmaciens do 13; chirurgiens de 2me classe 146; pharmaciens do 15, chirurgiens de 3eme classe 123; pharmaciens do 22.

Examinateurs et professeurs des écoles d'hydrographie 50—

BATIMENTS DE GUERRE.

Vaisseaux de ligne de 80 à 120 canons, en mer 22; sur les chantiers 26; total 48.—Frégates de 40 à 60 canons, en mer 35, sur les chantiers 23.—total 58.—Corvettes de 18 à 30 canons, 31.—Bricks de 10 à 20 canons, 48.—Petits batiments 63; batiments de transports de 200 à 800 tonneaux, 50; do de 985 tonneaux 3; navires à vapeur de la force de 220 chevaux 7, de la force de 160 chevaux 23; autres d'une force moindre 36. Les bateaux à vapeur portent de 4 à 6 pièces de grosse artillerie et même plus.

Le nombre des batiments en commission, en 1839, s'élevait à—7 vaisseaux de 80 à 120 canons; 12 frégates; 17 corvettes; 39 bricks, autres petits batiments 32 batiment de transport 37, navires à vapeur 31.

Le nombre des navires prêts à prendre la mer était également en 1839 de : 3 vaisseaux de ligne 1 de 120 canons, 1 de 90 et 1 de 80; 3 frégates; 1 corvette; 1 brick et 1 bateau à vapeur de la force de 120 chevaux.

HISTOIRE DU COMTE DE SAINTE HELENE,

Racontée par lui-même.

Pierre Cognard, ex-lieutenant-colonel de la légion de la Seine, connu sous le nom de Pontis, comte de Sainte Hélène, du titre dont il a été honoré en 1774. Son père, qui était un ancien officier de marine, avait dissipé sa fortune au jeu, et fut contraint de se retirer du service après avoir contracté des dettes auxquelles il ne pouvait pas faire honneur

Il crut donc prudent de quitter la France, et se retira à la Nouvelle-Orléans avec son épouse et son fils, alors âgé de quatre ans. Tous les trois restèrent dans cette nouvelle partie jusqu'au moment où éclata la révolution française. Alors M de Pontis s'embarqua avec sa famille pour Cadix. Il revenait en France dans l'intention d'offrir ses services à son roi, et sans doute avec l'espoir de rétablir ainsi sa fortune et son bonheur.

Arrivé à Madrid, il apprit tous les dangers auxquels étaient exposés dans sa patrie les personnes de son ordre, et attendit là que le calme y fût ramené. Le calme emprunté de jour en jour, il perdit l'espoir de revoir jamais la France et sollicita pour son fils, âgé à cette époque de seize ans, une sous-lieutenance au service d'Espagne.

Le comte de Montarco y était alors ministre de la guerre, et fut d'autant plus disposé à accéder à la demande de M. de Pontis que celui-ci était son ami. Son fils obtint donc la sous-lieutenance, et entra dans le régiment Fixe de Buenos-Ayres.

Il s'embarqua dès lors pour cette ville où était son régiment; il y resta jusqu'à l'arrivée à Montevideo du comte de Lignières qui commandait une escadre pour le compte de l'Espagne, et passa à son état-major, en qualité de chef d'escadron.

En 1805, il fut nommé lieutenant-colonel pour être promu à la première à l'essaut de Montevideo dont les Anglais s'étaient emparés.

Peu de temps après ceux-ci chassèrent de Buenos Ayres le vice-roi du Pérou, le marquis de Sobremonte, qui commandait 1500 hommes, et le forcèrent à se retirer sur Montevideo, dont le comte de Lignières était gouverneur, ce gentilhomme, dans cette circonstance, le lui reproche, prit lui-même le commandement des troupes et alla attaquer les Anglais dans Buenos Ayres, d'où il les chassa à son tour.

Le gouvernement espagnol instruit de cette belle conduite rappela l'ancien vice-roi et nomma à sa place le comte de Lignières.

M. de Pontis, attaché à son état major, le suivit dans son nouveau poste et y resta jusqu'au moment où des bontés particulières que lui témoigna le comte Celui-ci sut, pendant l'exercice de son pouvoir, se concilier l'amour de ses administrés, mais le terme de son gouvernement étant sur le point d'expirer, on envoya à Buenos-Ayres le général Vimpfen pour le remplacer

Le premier acte que celui-ci fit de son autorité fut d'exiler à Cordova son prédécesseur et son état-major, dont faisait partie M. de Pontis.

Peu de temps après eut lieu la conspiration de Saavedra et de ses adhérens qui devait séparer pour toujours la province de Buenos-Ayres de la mère patrie.

Les chefs de la conjuration embarquèrent le vice roi et sa famille pour le continent, et firent proposer au comte de Lignières de se mettre à la tête du gouvernement. Celui-ci, loin d'approuver leur rébellion, en fit des reproches aux députés et leur signifia de rentrer sous l'autorité légitime du roi, afin de voulaient qu'il prit part à leur révolte. La révolution étendait ses progrès, il s'avança en effet contre ces sujets rebelles. Son armée était composée en grande partie d'indigènes. Des émissaires de la république trouvèrent le moyen de leur faire tenir des proclamations et les déterminèrent facilement à passer dans les rangs de l'ennemi. Ce brave officier, malgré la défection d'une partie de ses troupes, en vint également aux mains avec les révolutionnaires et fut pris par ceux-ci. Ils voulurent le forcer à se faire juger par un conseil de guerre qui les condamna à être fusillés. Des officiers de son état-major où se trouvait M. de Pontis furent embarqués pour le continent, et débarquèrent à Cadix.

La junte constitutionnelle pendant la captivité de Ferdinand était alors établie dans cette ville. M. de Pontis s'y présenta pour en obtenir du service, et reçut ordre de former une légion étrangère qui devait servir dans la division du général Ballesteros, qui faisait partie de la division du duc de Castiglia.

L'armée anglo-hispanique occupait jadis une partie de la Guyenne, de la Gascogne et du comté de Foix, et menaçait les départemens du midi.

Le 10de de ligne reçut ordre de manœuvrer sur le Lot pour en défendre le passage aux Anglais, et comme le colonel et le lieutenant colonel étaient absente, le commandement en fut confié à M. de Pontis; il partit à son régiment une portion de la brigade du général Brossard et se retira ensuite sur Toulouse, selon les instructions du général en chef.

Il se trouva auprès de cette ville à la bataille qui immortalise le nom de celui ci et fut chargé de marcher sur la hauteur qui domine la plaine, afin de forcer le général Taupin, quelques instans avant sa mort.

Il parait en effet, quepeu de temps après il fut licencié et alla à Belfort pour concourir au cadre du 100e. qui devait s'y organiser.

Le lieutenant-général Puthod, qui était de cette réorganisation, satisfait de l'instruction militaire de M. de Pontis, le choisit de préférence à plusieurs autres chefs de bataillon plus anciens que lui, d'âge de grade et de service.

Au retour de l'empereur, ce régiment suivit son étendard et le commandant son bataillon.

Il passa Wissembourg, se battit les 15, 16 et 17 juin fut blessé ce jour là et passa à l'ennemi.

Il alla joindre à Cambrai les officiers qui étaient restés fidèles à la cause des Bourbons, et fit partie du bataillon sacré qui accompagna le roi lors de sa rentrée dans la capitale.

Louis XVIII récompensa ses services et sa fidélité par la croix de Saint-Louis, et il fut reçu chevalier par le duc de Berry.

Peu après s'organisa la légion de la Seine, et M. le comte de Juigné, qui en était colonel, le demanda pour chef de bataillon au ministre de la guerre, et il l'obtint.

Son régiment tint garnison à Paris, et pendant ce temps que Mr. de Pontis fut reconnu pour un forçat évadé par un de ces anciens camarades.

Ce secret cependant ne transpira pas, et sur ces entrefaites la légion de la Seine alla tenir garnison à Caen.

Le 25 août 1816, M. de Pontis, par une nouvelle faveur du roi, fut promu au grade de lieutenant-colonel dans le même corps, et obtint quelques jours après un congé de semestre.

Il vint le passer à Paris auprès de son épouse, qu'il y avait laissée.

Celle-ci logeait dans un hôtel où demeurait depuis quelque temps un nommé Peuty, forçat libéré du port de Brest, qui ayant cru reconnaitre en M. de Pontis le nommé Pierre Cognard, son ancien camarade, évadé du même port, prend la résolution de le dénoncer.

Pontis crut pouvoir lui rappeler leur ancienne intimité et les circonstances qui l'avaient fait naître, mais il en fut fort mal reçu.

Piqué de l'injustice qu'semblait faire de lui M. de Pontis, il le dénonça à la police comme un forçat évadé qui avait usurpé des titres qu'il n'avait pas.

La police à son tour instruisit de cette découverte le comte Decazes, nouvellement appelé au ministère de l'intérieur. Celui-ci manda le lieutenant-colonel de la légion de la Seine et lui fit part du bruit qui courait sur son compte, en l'appelant *gibier de potence*. M. de Pontis, furieux de l'épithète, tira son épée contre le général qui appela du secours.

Un officier de son état-major et quatre gendarmes se présentèrent et arrêtèrent M. de Pontis, avec ordre de le conduire à l'Abbaye. Ce dernier abattit d'un revolver qui l'accompagnait la première des cinq balles dont il fut chargé avant de se rendre chez lui pour changer de linge. Etant entré dans une alcôve, il se munit de deux pistolets et traversant son escorte, il menaça de brûler la cervelle au premier qui ferait un mouvement pour l'arrêter. Il parvint ainsi à s'échapper de leurs mains.

La police *semit sur ses traces*, mais en vain, ce ne fut que six mois après qu'il fut arrêté; sa procédure ayant été instruite, on découvrit qu'il était le chef d'une bande de voleurs qui exploitait la capitale.

M. de Pontis subit un jugement contradictoire, et fut reconnu pour être réellement Pierre Cognard, forçat évadé des ports de Brest, Rochefort et la dernière fois du port de Toulon où il était détenu sous le No. 3469

La cour royale ayant décrété sa mise en accusation, il fut renvoyé devant la cour d'assises de la Seine.

Les débats firent connaitre un nombre infini de vols auxquels il n'était pas étranger, et en conséquence de la révélive, il fut condamné aux travaux forcés à perpétuité. [*Toulonnais.*]

MARCHANDISES pour le marché usuel — Les soussignés ont en magasin, 14 caisses bijoux assortis en or, contenant boucles à oreille, épingles, colliers, &c. du dernier goût, 2 caisses couteaux, poignards, 2 caisses parfums de diverses couleurs. Aussi une variété d'articles pour le marché mexicain, à vendre à bas prix par HYDE & GOODRICH,
24j 15, rue de Chartres.

LAMPES DE BILLARDS.—Les soussignés viennent de recevoir deux caisses de superbes lampes de billards, qu'ils offrent à vendre.
24j HYDE & GOODRICH, 15 Chartres.

TOILE A DRAPS de 4/4 écrue, des meilleures manufactures, bonnes pour le marché mexicain, à vendre par GEO. GREEN & BRO,
24 jt 26, rue du Camp.

SEL—1700 sacs sel gros et fin, de Liverpool, à vendre en quantités convenables aux acheteurs, s'adresser à ALEX. PARK,
24jt 85, rue de la Commune.

JAMBONS ENVELOPPES—Article supérieur pour l'usage des familles, à vendre par
24 jt S. B. MULLEN, 17, Poydras.

LARD—Une grande quantité de lard en main, à vendre en lots à la convenance des acheteurs, par
24 jt S. B. MULLEN, 17, Poydras.

PORC MESS, prime, M. et M. G. en magasin et à vendre par S. B. MULLEN,
24 jt 17, Poydras.

BEURRE—100 barillets beurre de Goshen et de D'Orsey, à vendre par G. DORSEY,
24 jt 44, Nlle. Levée.

ALCOHOL—10 barils et 10 d. du esprit de térébenthine, en magasin et à vendre par
24jt J. B. PREVOST, 39, Camp.

CHANGE sur France, à vendre par
24 jt A. ST. GEORGES.

FARINE—300 barils, à vendre par
24 jt G. DORSEY, Nlle. Levée.

CAFE—70 sacs café de la Havane, à vendre par
24 jt G. DORSEY, 44, Nlle. Levée.

PATATES sur Philadelphie, à vendre par
24 jt GODFREY, LAWRIE & SMALL.

SAINDOUX—300 barils to à vendre par
24 jt S. B. MULLEN, 17, Poydras.

AVIS—Mr. A. VARNEY, professeur de musique, appelle par ses occupations dans une autre paroisse de l'Est, prie les personnes qui pourraient avoir affaire à lui, de s'adresser directement à M. Seguez, avocat, chargé de sa procuration générale, passage de la bourse.
23jt—7 m. et j.

AVIS AU PUBLIC.—Le sieur AMI, coiffeur, rue Condé, No. 56, entre St-Philippe et Dumaine a l'honneur d'offrir ses services aux personnes qui pourraient avoir besoin d'ouvriers de tous états ou de domestiques des deux sexes.

Les ouvriers ou domestiques sans emplois trouveront chez lui une destination en laissant chez lui l'adresse à laquelle il pourra les trouver. 23jt

NOUS avons appris que Monsieur Agustin Marquis de las Morismas, a vendu pour une somme considérable aux maisons Glossman & Cie, de Bordeaux et à Mr. Lacoste, propriétaire du grand vin de Château-Margaux, dont il est le seul propriétaire.
23jt—14 J. & L. GARNIER, rue Royale, No. 180

AVIS aux importeurs pour le Mexique—100 douzaines chemises de couleur, très bien confectionnées, et les balles d'indienne, les toit de fabrique française, étant destiné et contenant parfaitement un mar ché mexicain à vendre rue de Chartres no. 84.
23 jt—3

BANQUE DE LA LOUISIANE. — Nouvelle-Orléans, 17 juillet 1839—Le bureau des directeurs de cette institution a aujourd'hui déclaré un dividende de quatre pour cent, payable aux actionnaires ou à leurs représentans légaux dans cette ville, lundi le 5 août ou après.
23jt—2a WM. H. LEVERICH, caissier.

REÇU en consignation et à vendre par LELIEVRE, encoignure Royale et Ste-Anne.

PAILLET. PARDESSUS. POTHIER. TOUILLIER.
de Médecine. *de Droit.*

Manuel d'anatomie, de Phrénologie Moral, dictionnaire de matières médicales, Payen, chimie industrielles.

Sciences et Arts.

Physique de DESPRETS et de POUILLET, cours d'agriculture par Raspail; do de construction par Sganzin; pendant ce temps que Mr. de Pontis fut reconnu pour un forçat évadé par un de ces anciens camarades.

Ce secret cependant ne transpira pas, et sur ces entrefaites la légion de la Seine alla tenir garnison à Caen.

Le 25 août 1816, M. de Pontis, par une nouvelle faveur du roi, fut promu au grade de lieutenant-colonel dans le même corps, et obtint quelques jours après un congé de semestre.

Il vint le passer à Paris auprès de son épouse, qu'il y avait laissée.

Celle-ci logeait dans un hôtel où demeurait depuis quelque temps un nommé Peuty, forçat libéré du port de Brest, qui ayant cru reconnaitre en M. de Pontis le nommé Pierre Cognard, son ancien camarade, évadé du même port, prend la résolution de le dénoncer.

Pontis crut pouvoir lui rappeler leur ancienne intimité et les circonstances qui l'avaient fait naître, mais il en fut fort mal reçu.

Piqué de l'injustice qu'semblait faire de lui M. de Pontis, il le dénonça à la police comme un forçat évadé qui avait usurpé des titres qu'il n'avait pas.

La police à son tour instruisit de cette découverte le comte Decazes, nouvellement appelé au ministère de l'intérieur. Celui-ci manda le lieutenant-colonel de la légion de la Seine et lui fit part du bruit qui courait sur son compte, en l'appelant *gibier de potence*. M. de Pontis, furieux de l'épithète, tira son épée contre le général qui appela du secours.

Un officier de son état-major et quatre gendarmes se présentèrent et arrêtèrent M. de Pontis, avec ordre de le conduire à l'Abbaye. Ce dernier abattit d'un revolver qui l'accompagnait la première des cinq balles dont il fut chargé avant de se rendre chez lui pour changer de linge. Etant entré dans une alcôve, il se munit de deux pistolets et traversant son escorte, il menaça de brûler la cervelle au premier qui ferait un mouvement pour l'arrêter. Il parvint ainsi à s'échapper de leurs mains.

La police *semit sur ses traces*, mais en vain, ce ne fut que six mois après qu'il fut arrêté; sa procédure ayant été instruite, on découvrit qu'il était le chef d'une bande de voleurs qui exploitait la capitale.

M. de Pontis subit un jugement contradictoire, et fut reconnu pour être réellement Pierre Cognard, forçat évadé des ports de Brest, Rochefort et la dernière fois du port de Toulon où il était détenu sous le No. 3469

La cour royale ayant décrété sa mise en accusation, il fut renvoyé devant la cour d'assises de la Seine.

Les débats firent connaitre un nombre infini de vols auxquels il n'était pas étranger, et en conséquence de la révélive, il fut condamné aux travaux forcés à perpétuité. [*Toulonnais.*]

RECAPITULATION DES VENTES A L'ENCAN, CE JOUR.

Par Hewlett & Cenas, à 10 heures, au magasin de MM. Prescott Jones & co., rue Gravier—tabac avarié.

Par J. C. Wood, à 5 heures, au no. 59, rue de la Commune—balances.

COMMERCIAL.

REVUE DU MARCHE.

Mardi 23 juillet 1839.

COTON—Les ventes de ... depuis notre dernier numéro ne sont élevées à environ ... balles, dont une partie pour le compte de la banque de l'Union; on ignore les détails de cet importante affaire. 300 balles Mississipi se sont vendues à 11 cents; elles entrez opérations ne comprennent que de très petites lots. La banque de l'Union a maintenant en mains 340,000 balles, et on évalue qu'à 2500 au 3000 balles le montant des quantités en première mains, indépendamment de celles de la banque de l'Union. On peut généralement s'attendre pour les diverses sortes que ce sont faites, le bas Louisiane et Mississippi à 1/8 entièrement beau 1 cent.

TABAC—Il n'est fait que quelques fortes opérations en tabac, dans nous n'avons pu nous en procurer les détails. L'approvisionnement de cet article est considérablement diminué, on ne l'évalue pas à plus de 800 boucauts. Nous nommons 12 @ 14 pour première qualité de 10 à @ 11 pour seconde et 7 @ 9 pour feuilles.

Le SUCRE ET LA MELASSE continuent à être peu animés et sans changement dans les prix. Sucre 5 et 6 j suivant la qualité. Melasse de 21 @ 22 cts.

Les TOILES ET CORDES D'EMBALLAGE sont peu de mandés à 24 et 25 pour les balles et de 8 @ 10 pour les cordes.

WHISKEY—Il n'est fait quelques ventes au détail de whiskey reculé à 32 et 34 des magasins.

MAIS—Le marché est calme et les ventes limitées. Il s'est vendu 300 sacs dans la levée à 49 cts.

FARINE—Il y a en magasin de fortes quantités de farine mais vu la faible quantité d'arrivages proportionnément aux envois, l'approvisionnement du marché en farine fraiche diminue. Les bâtimens en baissé leurs prix et des ventes importantes se sont faites hier à $5 50 et. à ce prix le marché peut être cité ferme

LISTE MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

EXPEDIES.

Sloop Saucy Jack, Pergol, Mobile, capit
Steamer Alex. Porter, Dorsey, Louisville, do

ARRIVES.

Le towboat Porpoise, des Passes, ayant mis en mer les navires Tamerend, Peruvian et le brick Julia & Helen, est remonté avec les barques Clarion, Yndustria, brick la Libre, Coral et une polacre française, nom inconnu, 60 jours de Marseilles. Il est parti de la Passe N. E. le 22 à midi; il n'y avait aucuns batimens en vue.

Barque Clarion, Young, 6 jours de la Havane, à R. Groning & co.

Barque Yndustria, Gibert, 10 jours de la Havane, à J. Robert & co.

Brick Libre, Rora, 10 jours de la Havane, à J. Robert & co.

Brick Coral, Emerson, de Key West, au capitaine Steamer Washington, Streck de Lafourche.

Steamer Gen. Harrison, Batchelder, de Cincinnati, chargé de produits.

Steamer Washington, Streck, de Lafourche, avec de la mélasse, &c.

MEMORANDA.

La polacre française de Marseille n'est point venue à la Levée.

Arrivé à la Havane le 16 courant—Brick Iberia, Rodriguez, de la N. O; barq. Pierre Adolphe, Nègre, de Marseilles.

Batiments dans le port le 16—Navire Havre & Guadeloupe, Pasquier pour le Havre; brick Alerte, Sanchez, Marseilles; Carles Edmondstone, N. O.

Steamer Gen. Harrison a quitté Portland, le 14 du courant, rapporte 4 1/2 pieds d'eau dans l'Ohio et beaucoup rapidement.

15 juillet—Arrivé à Philadelphie, barque Ligonia, Williams, N. O.

A Boston le 11, bricks Lancet, Clark, et Osceola, Toby, de la N. O.

Baltimore 15 juillet—Partie, barque Mary, Hammond, pour la N. O.

☞ Le capitaine nilles consignataires de la barque anglaise EDDYSTONE, ne seront responsables des dettes que pourrait contracter l'équipage du dit batiment. SCHMIDT, WERNER & Co,
30jt 88, Bienville.

AVIS.—Le navire GENERAL FOY, est en déchargement vis-à-vis la rue St. Philippe. Les consignataires voudront bien faire leurs entrées en douane, et envoyer leurs permis à bord. 23jt—2

AVIS—Le soussigné prévient ses pratiques qu'il a transporté sa boutique à l'encoignure des rues Marcus et de la Paix, continuation de la rue Condé.
24 jt—2 MARCELLE DUPART.

LE soussigné ayant aujourd'hui vendu son établissement à MM. Taylor et Russell, prie les personnes qui lui sont endettées de vouloir régler.

Nouvelle-Orléans, 1er. Juillet 1839.
24 jt—3 JNO. A. TURNELL.

LES soussignés ont aujourd'hui formé une société sous le nom de Taylor & Russell, et ayant acheté l'établissement de M. Jno. A. Turnell, ils sollicitent respectueusement une part du patronage dont on l'honoré.

Nouvelle-Orléans, 1er. Juillet 1839.
JNO. C. TAYLOR,
24 jt—3 WM. RUSSELL.

EN débarquement du Gén. Foy et à vendre par les soussignés
5 balles chemises de coton en couleur et blanches;
4 do pour de vens dits; balles de cravattes variées et rouges pour doublures et 1000 paires paniers de bottes.
HERBAULT FRERES,
26 jt 70, rue Royale.

ESPRIT DE TEREBENTHINE—20 barils en magasin et à vendre par
JARVIS & ANDREWS,
23 jt 91, Commune.

BLANC DE PLOMB—Les soussignés ont en batiment en main et à vendre du blanc de plomb de la manufacture de Lewis, de Philadelphie, en barilles de $5 à 500 livres.
JARVIS & ANDREWS,
23jt encoignure Duma